

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2020-2021

14 JUILLET 2021

Proposition de résolution relative à la situation des femmes au Yémen

(Déposée par
M. Gaëtan Van Goidsenhoven et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

I. CONTEXTE

Parfois surnommé «la guerre oubliée», le conflit en cours au Yémen a réellement débuté en 2014, malgré des prémisses datant de 2011 et des soulèvements populaires qui avaient alors incité le président Ali Abdullah Saleh à quitter le pouvoir qu'il détenait depuis trente-trois ans.

Retour sur quelques moments-clefs.

Juillet 2014. Refusant un projet de transformation du Yémen en un État fédéral constitué de six provinces, les Houthis, un groupe armé basé dans le Nord du pays, manifestent leur mécontentement: ils demandent une région propre et un accès à la mer. Les Houthis lancent alors une offensive qui les voit prendre la ville d'Amran puis la capitale Sanaa et le port de Hodeïda.

Mars 2015. Les rebelles Houthis s'emparent de l'aéroport d'Aden. Le président Hadi se réfugie en Arabie saoudite. C'est ce même État qui, avec le soutien des États-Unis, mènera une coalition de neuf pays arabes. L'opération «Tempête décisive» permet notamment la libération de la province d'Aden, et est suivie d'une autre, «Restaurer l'espoir», présentée comme centrée sur la sécurité, le contre-terrorisme et la recherche d'une solution politique.

Décembre 2017. Allié des rebelles Houthis, l'ancien président Saleh tend la main à l'Arabie saoudite. Deux jours plus tard, sa demeure explose. Ali Abdallah Saleh meurt cependant suite à un tir de roquette sur son véhicule. Du

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2020-2021

14 JULI 2021

Voorstel van resolutie betreffende de situatie van vrouwen in Jemen

(Ingediend door
de heer Gaëtan Van Goidsenhoven c.s.)

TOELICHTING

I. CONTEXT

Het conflict in Jemen, dat ook wel «de vergeten oorlog» wordt genoemd, brak pas echt uit in 2014. Er waren echter al voortekenen in 2011, met volksopstanden die resulteerden in het aftreden van president Ali Abdullah Saleh, die drieëndertig jaar lang aan de macht was geweest.

Een terugblik op enkele sleutelmomenten.

Juli 2014. De Houthi's, een gewapende groepering uit het noorden van het land, verwerpen een plan om Jemen om te vormen tot een Federale Staat met zes provincies en eisen uit protest een eigen regio en toegang tot de zee. De Houthi's lanceren vervolgens een offensief waarbij zij de stad Amran en vervolgens de hoofdstad Sanaa en de haven van Hodeida innemen.

Maart 2015. Houthi-rebellen nemen de luchthaven van Aden in. President Hadi vlucht naar Saoedi-Arabië. Diezelfde Staat zal, met de steun van de Verenigde Staten, een coalitie van negen Arabische landen aanvoeren. Operatie «Decisive Storm» leidt tot de bevrijding van de provincie Aden waarna de operatie «Restore Hope» gericht is op veiligheid, terrorismebestrijding en het zoeken naar een politieke oplossing.

December 2017. Voormalig president Saleh, bondgenoot van de Houthi-rebellen, reikt Saoedi-Arabië de hand. Twee dagen later is er een ontploffing in zijn woning. Ali Abdallah Saleh komt echter om het leven na een

côté de la coalition, le président Hadi ordonne que soit reprise la capitale Sanaa.

Décembre 2018. Stockholm accueille une rencontre organisée par les Nations unies entre les différentes parties du conflit. En résulte un accord (adopté par les Houthis et les représentants du gouvernement) qui prévoit entre autres une trêve dans la région d'Hodeïda, où arrivent l'aide humanitaire internationale ainsi qu'une mission d'observation de l'Organisation des Nations unies (ONU). L'accord mettra plus de cinq mois à devenir réalité.

Mai 2019. Reprise effective du conflit: des drones sont envoyés, armés d'explosifs, sur des installations pétrolières saoudiennes, l'Arabie saoudite annonce avoir intercepté deux missiles houthis qui filaient vers La Mecque, trois assauts houthis sont lancés sur l'aéroport d'Abha, la coalition riposte via des raids sur Sanaa, ...

Un conflit qui se poursuit depuis lors. Dernier exemple en date: en juin 2021, les combats autour de la ville de Marib, dernier bastion du gouvernement dans le Nord, ont fait des dizaines de morts en quelques jours. Cela malgré des efforts diplomatiques intensifs des Nations unies et d'autres partenaires pour négocier un cessez-le-feu et relancer le processus politique (1).

«Des violations manifestes des droits humains, dont certaines pourraient constituer des crimes de guerre, ont été commises et se poursuivent dans tout le pays. Plus de 233 000 personnes ont déjà été tuées à la suite des combats et de la crise humanitaire, dont une majorité de civils et des milliers d'enfants. La population civile est prise en étau. La crise humanitaire imputable à l'homme a pris de l'ampleur: quelque 16,2 millions de personnes souffrent actuellement de l'insécurité alimentaire dans le pays (2).»

Fin 2020, António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a annoncé que le Yémen connaissait la pire famine depuis des décennies. Vingt-quatre millions de Yéménites avaient alors besoin d'aide alimentaire et quatorze millions étaient en nécessité d'urgence. Début 2021, on estimait que les combats avaient causé la fuite de quelque quinze mille personnes

(1) https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/22/yemen-90-morts-lors-de-nouveaux-combats-meurtriers-entre-les-forces-gouvernementales-et-les-houthistes-a-marib_6085260_3210.html.

(2) <https://www.amnesty.be/infos/actualites/yemen6ans>.

raketaanval op zijn voertuig. President Hadi, die aan de kant van de coalitie staat, beveelt de herovering van de hoofdstad Sanaa.

December 2018. In Stockholm vindt een door de Verenigde Naties georganiseerde ontmoeting plaats tussen de verschillende strijdende partijen. Dat leidt tot een akkoord (goedgekeurd door de Houthi's en regeringsvertegenwoordigers) dat onder meer voorziet in een wapenstilstand in de regio Hodeida, waar internationale humanitaire hulp en een waarnemingsmissie van de Verenigde Naties (VN) zouden aankomen. Het zal meer dan vijf maanden duren voor dit akkoord een feit is.

Mei 2019. Feitelijke hervatting van het conflict: drones worden, gewapend met explosieven, op Saoedische olie-installaties afgestuurd, Saoedi-Arabië kondigt aan twee Houthi-raketten te hebben onderschept die richting Mekka vlogen, er worden drie Houthi-aanvallen gelanceerd op de luchthaven van Abha, de coalitie reageert met raids op Sanaa, ...

Het conflict sleept sindsdien aan. Het meest recente voorbeeld: in juni 2021 eisen gevechten rond de stad Marib, het laatste regeringsbolwerk in het noorden, in enkele dagen tijd tientallen doden, ondanks intensive diplomatieke inspanningen van de VN en andere partners om tot een staakt-het-vuren te komen en het politieke proces weer op gang te trekken (1).

«Des violations manifestes des droits humains, dont certaines pourraient constituer des crimes de guerre, ont été commises et se poursuivent dans tout le pays. Plus de 233 000 personnes ont déjà été tuées à la suite des combats et de la crise humanitaire, dont une majorité de civils et des milliers d'enfants. La population civile est prise en étau. La crise humanitaire imputable à l'homme a pris de l'ampleur: quelque 16,2 millions de personnes souffrent actuellement de l'insécurité alimentaire dans le pays (2).»

Eind 2020 kondigde VN-secretaris-generaal António Guterres aan dat Jemen de ergste hongersnood in decennia doormaakt. Vierentwintig miljoen Jemenieten hadden op dat moment voedselhulp nodig, en veertien miljoen noodhulp. Begin 2021 werd geschat dat door de gevechten, op enkele weken tijd, zo'n vijftienduizend mensen op de vlucht zijn geslagen. Ook zijn naar

(1) https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/22/yemen-90-morts-lors-de-nouveaux-combats-meurtriers-entre-les-forces-gouvernementales-et-les-houthistes-a-marib_6085260_3210.html.

(2) <https://www.amnesty.be/infos/actualites/yemen6ans>.

en quelques semaines. On estime par ailleurs à plus de quatre millions le nombre de personnes déplacées depuis mars 2015, 75 % d'entre elles étant des femmes.

II. CONSÉQUENCES DE LA GUERRE SUR LES FEMMES ET LES FILLES

Les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme dans le cadre de ce conflit sont nombreuses. Des maisons sont rasées lors de bombardements aériens, décimant les familles qui y vivent, des sièges de villes privent les civils de nourriture, d'eau et de biens vitaux (médicaments, eau, nourriture, etc.), des enfants sont réquisitionnés pour combattre, les détentions arbitraires, disparitions forcées, actes de harcèlement, actes de torture et d'autres mauvais traitements sont fréquents, et des individus font l'objet de procès inéquitables en raison de leurs affiliations politiques, religieuses ou professionnelles, ou pour leur activisme pacifique (3).

Cette réalité, vécue par l'ensemble des Yéménites, affecte particulièrement les femmes et les filles. Avant que le conflit n'éclate, celles-ci souffraient déjà de fortes inégalités liées au genre en raison de normes sociales patriarcales et d'un système politique et juridique très conservateur. Cela fait maintenant quinze ans que le Yémen figure en fin de liste du *World Economic Forum's Gender Gap Index* (155^e sur 156 en 2021). Ce pays connaît notamment le plus important écart de revenus entre les hommes et les femmes, le revenu de ces dernières ne représentant que 7 % de celui des hommes (4). Cette inégalité transcende tous les aspects de leur vie: liberté de mouvement, prises de décisions, accès aux services publics et aux ressources, éducation, politique, etc.

Le conflit a exacerbé cette situation en aggravant les discriminations existantes, leur vulnérabilité et les risques auxquels elles font face en raison de leur genre. L'impact économique, sur les modes de vie et sur les services et infrastructures publics en sont les premiers facteurs. L'augmentation de la violence envers les femmes et les filles dans le contexte d'un conflit armé n'est pas un phénomène unique au Yémen. C'est une conséquence qui s'observe dans la plupart des conflits. Le Yémen en est un exemple frappant.

La guerre a considérablement augmenté (de 63 % selon un rapport de l'OCHA (*Office for the Coordination*

schatting meer dan vier miljoen mensen ontheemd geraakt sinds maart 2015, 75 % van hen zijn vrouwen.

II. GEVOLGEN VAN DE OORLOG VOOR VROUWEN EN MEISJES

De schendingen van het internationaal humanitaire recht en de mensenrechten in dit conflict zijn talrijk. Huizen worden met de grond gelijk gemaakt bij luchtbombardementen en de gezinnen die er wonen, gedecimeerd; belegeringen van steden beroven burgers van voedsel, water en vitale goederen (medicijnen, water, voedsel, enz.); kinderen worden opgeëist om te vechten; wildekeurige aanhoudingen, gedwongen verdwijningen, pesterijen, marteling en andere vormen van mishandeling zijn aan de orde van de dag; en mensen worden onderworpen aan oneerlijke processen vanwege hun politieke, religieuze banden of hun beroep, of vanwege hun vreedzame activisme (3).

Die realiteit, die alle Jemenieten ervaren, treft vrouwen en meisjes het hardst. Voordat het conflict uitbrak, hadden zij al te lijden onder ernstige ongelijkheden tussen mannen en vrouwen als gevolg van patriarchale sociale normen en een zeer conservatief politiek en juridisch systeem. Jemen staat al vijftien jaar onderaan de *World Economic Forum's Gender Gap Index* (155^e van de 156 in 2021). Het land heeft de grootste inkomenkloof tussen mannen en vrouwen: het inkomen van vrouwen bedraagt slechts 7 % van dat van mannen (4). Die ongelijkheid strekt zich uit over alle aspecten van hun leven: bewegingsvrijheid, besluitvorming, toegang tot openbare diensten en middelen, onderwijs, politiek, enz.

Het conflict heeft deze situatie nog verergerd: de bestaande discriminatie en kwetsbaarheid van vrouwen en de risico's waarmee zij op grond van hun geslacht worden geconfronteerd, zijn nog groter geworden. De economische gevolgen voor de manier van leven en voor de openbare diensten en infrastructuur, zijn de belangrijkste factoren hiervan. De toename van geweld tegen vrouwen en meisjes bij gewapende conflicten komt niet uitsluitend in Jemen voor. Dit wordt in de meeste conflicten vastgesteld. Jemen is hiervan een treffend voorbeeld.

Door de oorlog zijn het gendergerelateerde en het huisechte geweld tegen vrouwen en meisjes aanzienlijk

(3) <https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/yemen/report-yemen/>.

(4) http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2021.pdf.

(3) <https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/yemen/report-yemen/>.

(4) http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2021.pdf.

of Humanitarian Affairs, Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU) publié en novembre 2017) les violences liées au genre et les violences domestiques envers les femmes et les filles, plus de trois millions d'entre elles risquant de subir de telles violences; le risque de violences sexuelles concerne soixante mille femmes selon le *United Nations Population Fund* (UNFPA) (5).

Les familles, qui s'enfoncent dans la pauvreté, se voient trop souvent contraintes de marier leurs enfants afin d'échapper au coût qu'implique une famille nombreuse et dans l'espoir de bénéficier d'une contrepartie économique. Le mariage forcé et le mariage des jeunes filles, déjà fréquents avant la guerre, ont triplé depuis 2015.

En raison du conflit et du grand nombre de personnes déplacées, en majorité des femmes, ces dernières ont connu une évolution dans leurs rôle et responsabilités. Beaucoup d'entre elles doivent maintenant se débrouiller pour subvenir aux besoins de leur famille dans une société dominée par la figure masculine. Cela leur est d'autant plus difficile que l'accès à l'eau, à la nourriture et aux services de base (hygiène, santé, etc.) est limité. Forcées d'aller chercher de quoi subsister à des distances souvent éloignées, elles sont davantage qu'avant exposées à des risques pour leur vie, leur sécurité ne pouvant être garantie. Les déplacements constituent un risque pour elles d'être harcelées, arrêtées de manière arbitraire ou maltraitées par les forces de sécurité (6).

Par rapport à 2016, seule la moitié des services et infrastructures publics assurant la santé de la population yéménite sont fonctionnels, et ceux-ci ne sont pas correctement équipés en termes de matériel et de personnel pour venir en aide aux femmes et aux filles qui sont victimes de violences, notamment sexuelles. Selon l'UNFPA, seules 20 % des infrastructures encore opérationnelles sont en mesure de fournir des soins de santé maternelle et infantile. Une femme décèderait en couche toutes les deux heures (7).

La famine, un mal que la population entière subit depuis plusieurs années, est particulièrement inquiétante pour

(5) OCHA (2017), *Yemen: A child under the age of five dies every 10 minutes of preventable causes – UN Humanitarian Chief*, <https://www.unocha.org/es/story/yemen-child-under-age-five-dies-every-10-minutes-preventable-causes-un-humanitarian-chief>; International Rescue Committee (IRC), *Protection, Participation and Potential Women and Girls in Yemen's War*, janvier 2019, p. 7.

(6) <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2019/12/yemen-one-of-the-worst-places-in-the-world-to-be-a-woman/>.

(7) <https://www.unfpa.org/news/yemens-man-made-catastrophe-women-and-girls-pay-heaviest-price>.

toegenomen (met 63 % volgens un rapport de novembre 2017 de l'OCHA (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* – VN-Bureau voor de Coördinatie van humanitaire aangelegenheden)). Meer dan drie miljoen vrouwen lopen het risico op dergelijk geweld, terwijl het risico op seksueel geweld volgens het *United Nations Population Fund* (UNFPA) 60 000 vrouwen treft (5).

Gezinnen die in armoede belanden, zien zich maar al te vaak genoodzaakt hun kinderen uit te huwelijken omdat de ouders zich geen kroostrijk gezin kunnen veroorloven en op die manier hopen op economische voordelen. Het aantal gedwongen huwelijken en kindhuwelijken, dat voor de oorlog al hoog was, is sinds 2015 verdrievoudigd.

Het conflict en het grote aantal ontheemden, voor het merendeel vrouwen, brachten een verschuiving teweeg in de rol en de verantwoordelijkheden van vrouwen. Velen van hen moeten alleen voor hun gezin zorgen in een door mannen gedomineerde maatschappij. Dit wordt nog bemoeilijkt door de beperkte toegang tot water, voedsel en basisdiensten (hygiëne, gezondheidszorg, enz.). Doordat zij vaak grote afstanden moeten afleggen om in hun onderhoud te voorzien, is hun leven meer dan ooit in gevaar, aangezien hun veiligheid niet kan worden gewaarborgd. Door die verplaatsingen lopen zij het risico te worden lastiggevallen, willekeurig gearresteerd of mishandeld door de veiligheidstroepen (6).

In vergelijking met 2016 functioneert nog maar de helft van de openbare diensten en infrastructuur die de Jemenitische bevolking gezondheidszorg aanbieden. Zij beschikken niet over voldoende uitrusting en personeel om vrouwen en meisjes bij te staan die het slachtoffer zijn van geweld, waaronder seksueel geweld. Volgens het UNFPA is slechts 20 % van de resterende operationele faciliteiten in staat om gezondheidszorg te bieden aan moeders en kinderen. Elke twee uur sterft een vrouw in het kraambed (7).

De hongersnood, die al enkele jaren de gehele bevolking treft, is bijzonder verontrustend wat de vrouwen betreft.

(5) OCHA (2017), *Yemen: A child under the age of five dies every 10 minutes of preventable causes – UN Humanitarian Chief*, <https://www.unocha.org/es/story/yemen-child-under-age-five-dies-every-10-minutes-preventable-causes-un-humanitarian-chief>; International Rescue Committee (IRC), *Protection, Participation and Potential Women and Girls in Yemen's War*, janvier 2019, p. 7.

(6) <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2019/12/yemen-one-of-the-worst-places-in-the-world-to-be-a-woman/>.

(7) <https://www.unfpa.org/news/yemens-man-made-catastrophe-women-and-girls-pay-heaviest-price>.

les femmes. Plus d'un million d'entre elles, enceintes ou allaitant, sont sévèrement mal nourries. Particulièrement vulnérables, elles sont davantage exposées au risque de décès en raison de maladies.

La crise de la Covid-19 n'a fait qu'exercer une pression supplémentaire sur la gent féminine. Outre l'aggravation évidente de la situation sanitaire et la difficulté pour les services et infrastructures publics d'encaisser la crise sanitaire et économique, la pandémie a coupé court aux efforts déployés par les femmes pour subvenir aux besoins de leur famille. Celles qui avaient développé des projets dans l'artisanat, dans le commerce ou dans les services aux personnes par exemple, ont dû fermer ou ralentir leur activité. Doublé de la fermeture des écoles, cela a contribué à priver ces femmes de leur source de revenus. Par ailleurs, la crise économique, sanitaire et sociale n'a fait qu'augmenter le taux de violence domestique.

III. L'INCLUSION DES FEMMES DANS LE PROCESSUS DE PAIX

Les femmes et filles yéménites subissent donc le triple fardeau des inégalités liées au genre, du conflit et de la pandémie. Elles ont plus que jamais besoin de soutien, mais au-delà de l'aide, seule la paix leur permettra de se remettre des épreuves endurées et contribuer à la reconstruction du pays.

Le rôle essentiel des femmes dans le processus de construction et de consolidation de la paix n'est plus à prouver. Cela a d'ailleurs été affirmé à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité des Nations unies, dans sa résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité, mais également dans d'autres résolutions subséquentes, qui demandent que les femmes soient formellement incluses dans les discussions relatives à toutes les étapes des processus de paix et promouvant leur *leadership* en la matière (résolutions 1820, 1889, 2122).

Au Yémen, les femmes ont déjà activement mené des opérations de consolidation de la paix au niveau des communautés, dans des conflits liés notamment à l'eau ou à l'acheminement de l'aide humanitaire. Leur contribution active et fructueuse s'est par ailleurs illustrée en 2015 lorsqu'elles ont contribué aux médiations locales pour libérer plus de six cents détenus.

L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Yémen a pris l'initiative de travailler sur base de consultations étendues avec les parties, en ce compris les femmes yéménites. Il a récemment appelé à assurer

Meer dan een miljoen zwangere vrouwen en moeders die borstvoeding geven, zijn ernstig ondervoed. Zij zijn bijzonder kwetsbaar en lopen een groter risico om aan ziekten te sterven.

De Covid-19-crisis heeft de druk op vrouwen alleen maar opgevoerd. Niet alleen is de gezondheidssituatie duidelijk verslechterd en kunnen de overheidsdiensten en -infrastructuur maar moeilijk oplossingen vinden voor de gezondheids- en economische crisis, maar de pandemie ondermijnt ook de inspanningen van vrouwen om hun gezin te onderhouden. Vrouwen die projecten hadden ontwikkeld in de ambachtelijke sector, de handel of de persoonlijke dienstverlening bijvoorbeeld, hebben hun activiteiten moeten stopzetten of terugschroeven. In combinatie met de sluiting van de scholen heeft dit ertoe geleid dat deze vrouwen hun bron van inkomsten zijn verloren. Bovendien heeft de economische, sanitaire en sociale crisis het aantal gevallen van huiselijk geweld alleen maar doen toenemen.

III. HET BETREKKEN VAN VROUWEN BIJ HET VREDESPROCES

Vrouwen en meisjes in Jemen gaan dus gebukt onder de last van genderongelijkheid, conflict en pandemie. Zij hebben meer dan ooit steun nodig, maar naast hulp zal alleen vrede hen in staat stellen hun beproevingen te boven te komen en bij te dragen tot de wederopbouw van het land.

Dat vrouwen een essentiële rol te vervullen hebben in het proces van vredesopbouw en –consolidatie behoeft geen betoog. Dit is herhaaldelijk bevestigd door de VN-Veiligheidsraad, in zijn resolutie 1325 (2000) over vrouwen, vrede en veiligheid, maar ook in andere daaropvolgende resoluties, waarin wordt opgeroepen om vrouwen formeel te betrekken bij de besprekingen over alle stadia van vredesprocessen en hun *leadership* in dit verband te bevorderen (resoluties 1820, 1889, 2122).

In Jemen hebben vrouwen reeds een actieve rol gespeeld bij vredeshandhavingsoperaties op gemeenschapsniveau, bij conflicten in verband met water en het verlenen van humanitaire hulp. Hun actieve en vruchtbare bijdrage kwam ook tot uiting in 2015, toen ze hebben meegewerkt aan de lokale bemiddelingen voor de vrijlating van meer dan zeshonderd gevangenen.

De speciale gezant van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties voor Jemen heeft het initiatief genomen om te werken aan de hand van uitgebreid overleg met de partijen, waaronder de Jemenitische vrouwen. Hij

leur inclusion effective au processus politique et leur représentation d'au moins 30 % et a exhorté les parties au conflit à «inclure les femmes dans leurs délégations par le biais de négociations, et à mettre en œuvre le concept du genre dans ces discussions» (8). Plusieurs programmes et projets humanitaires sont soutenus par les Nations unies, notamment le *Yemen Women's Pact for Peace and Security*, une plateforme inclusive pour les femmes yéménites qui leur permet de faire entendre collectivement leurs voix appelant à un engagement continu des femmes dans la prise de décision publique (9).

La représentation et l'inclusion des femmes ne doivent pas se cantonner à un rôle consultatif; cela doit se traduire par une participation effective dans les prises de décisions dans le cadre du processus de paix. Ceci contribuera également à une meilleure inclusion des femmes dans les processus de décisions au Yémen, notamment au niveau local.

Les Nations unies et la communauté internationale doivent multiplier les efforts visant à assurer plus d'espace à l'expression des femmes yéménites (qu'elles fassent partie de la société civile, d'un parti politique, etc.) et garantir leur inclusion effective et substantielle dans le processus de paix. Ce n'est qu'ainsi que les dimensions sexospécifiques de la situation seront correctement reflétées, appréhendées et abordées de manière stratégique et efficace.

*
* * *

riep er onlangs toe op dat vrouwen daadwerkelijk bij het politieke proces worden betrokken en dat hun vertegenwoordiging ten minste 30 % bedraagt, en drong er bij de partijen bij het conflict op aan vrouwen in hun delegaties op te nemen door middel van onderhandelingen, en het concept van gender in deze besprekingen toe te passen (8). De VN steunt verschillende humanitaire programma's en projecten, onder meer het *Yemen Women's Pact for Peace and Security*, een inclusief platform voor Jemenitische vrouwen om collectief hun stem te laten horen en op te roepen tot blijvende betrokkenheid van vrouwen bij de openbare besluitvorming (9).

De vertegenwoordiging en inspraak van vrouwen mag niet beperkt blijven tot een adviserende rol; vrouwen moeten daadwerkelijk deelnemen aan de besluitvorming in het vredesproces. Dat zal tevens bijdragen tot meer inspraak voor vrouwen in het besluitvormingsproces in Jemen, meer bepaald op lokaal niveau.

De Verenigde Naties en de internationale gemeenschap moeten hun inspanningen opvoeren om meer ruimte te creëren voor de meningsuiting van de Jemenitische vrouwen (ongeacht of zij nu deel uitmaken van het maatschappelijk middenveld, van een politieke partij, enz.). Alleen op die manier zullen de genderdimensies van de situatie naar behoren tot uiting komen, worden begrepen en op een strategische en doeltreffende manier worden benaderd.

*
* * *

(8) <https://www.aa.com.tr/fr/monde/lonu-appelle-%C3%A0-l-inclusion-des-femmes-y%C3%A9ménites-dans-le-processus-politique/2168648>.

(9) [https://arabstates.unwomen.org/en/countries/yemen/areas-of-work-and-programmes#:~:text=The%20Yemeni%20Women's%20Pact%20\(YWP,engagement%20in%20public%20decision%2Dmaking](https://arabstates.unwomen.org/en/countries/yemen/areas-of-work-and-programmes#:~:text=The%20Yemeni%20Women's%20Pact%20(YWP,engagement%20in%20public%20decision%2Dmaking).

(8) <https://www.aa.com.tr/fr/monde/lonu-appelle-%C3%A0-l-inclusion-des-femmes-y%C3%A9ménites-dans-le-processus-politique/2168648>.

(9) [https://arabstates.unwomen.org/en/countries/yemen/areas-of-work-and-programmes#:~:text=The%20Yemeni%20Women's%20Pact%20\(YWP,engagement%20in%20public%20decision%2Dmaking](https://arabstates.unwomen.org/en/countries/yemen/areas-of-work-and-programmes#:~:text=The%20Yemeni%20Women's%20Pact%20(YWP,engagement%20in%20public%20decision%2Dmaking).

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

- A. vu la Déclaration universelle des droits de l’homme de 1948;
- B. vu le Pacte international de 1966 relatif aux droits civils et politiques;
- C. vu le Pacte international de 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- D. vu la Convention de 1979 sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes;
- E. vu la Convention de 1989 relative aux droits de l’enfant;
- F. vu la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité et les résolutions subséquentes;
- G. vu les engagements de la Belgique au travers de son Troisième Plan national d’action «Femmes, paix et sécurité» 2017-2021;
- H. considérant qu’avant que le conflit n’éclate en 2014, les femmes yéménites étaient déjà victimes de discriminations, d’inégalités et de violences en raison de leur genre;
- I. considérant que depuis 2006, le Yémen figure en fin de liste du *World Economic Forum’s Gender Gap Index* (155^e sur 156 en 2021);
- J. considérant que le conflit a exacerbé cette tendance en aggravant les discriminations existantes, la vulnérabilité des femmes et des filles, ainsi que les risques auxquels elles font face en raison de leur genre;
- K. considérant que le conflit a considérablement augmenté les violences liées au genre, notamment les violences sexuelles et domestiques;
- L. considérant qu’en raison de l’extrême pauvreté, des familles se voient trop souvent contraintes de marier leurs enfants, les mariages des jeunes filles ayant triplé depuis 2015;
- M. considérant qu’en raison du conflit, les responsabilités des femmes se sont accrues, les obligeant à se débrouiller pour subvenir aux besoins de leur famille en parcourant de longues distances, au péril de leur

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

- A. gelet op de Universele Verklaring van de rechten van de mens van 1948;
- B. gelet op het Internationaal Verdrag van 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten;
- C. gelet op het Internationaal Verdrag van 1966 inzake economische, sociale en culturele rechten;
- D. gelet op het Verdrag van 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen;
- E. gelet op het Verdrag van 1989 inzake de rechten van het kind;
- F. gelet op resolutie 1325 (2000) van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties inzake vrouwen, vrede en veiligheid, en de daaropvolgende resoluties;
- G. gelet op de verbintenissen van België in zijn Derde Nationaal Actieplan «Vrouwen, Vrede, Veiligheid» 2017-2021;
- H. overwegende dat vóór de uitbarsting van het conflict in 2014, de Jemenitische vrouwen reeds het slachtoffer waren van discriminatie, ongelijkheid en geweld op grond van hun geslacht;
- I. overwegende dat sinds 2006, Jemen zich onderaan de lijst van de *World Economic Forum’s Gender Gap Index* bevindt (155^e op 156 in 2021);
- J. overwegende dat deze tendens zich door het conflict nog heeft doorgedragen: de bestaande discriminatie is verergerd en vrouwen en meisjes zijn nog kwetsbaarder geworden en lopen meer risico’s wegens hun geslacht;
- K. overwegende dat door het conflict het gendergerelateerde geweld aanzienlijk is toegenomen, met name het seksuele en huiselijke geweld;
- L. overwegende dat gezinnen door de extreme armoede vaak verplicht zijn hun kinderen uit te huwelijken, waardoor het aantal huwelijken van meisjes verdrievoudigd is sinds 2015;
- M. overwegende dat de verantwoordelijkheden van vrouwen zijn toegenomen door het conflict, dat zij om in de behoeften van het gezin te voorzien verplicht zijn om lange afstanden af te leggen met gevaar voor hun

sécurité; que les déplacements constituent un risque pour elles d'être harcelées, arrêtées de manière arbitraire ou maltraitées;

N. considérant qu'un nombre réduit des services et infrastructures publics assurant la santé de la population yéménite sont fonctionnels, que ceux-ci ne sont pas correctement équipés en termes de matériel et de personnel pour venir en aide aux femmes et aux filles qui sont victimes de violences, notamment sexuelles, et qu'une infime partie d'entre eux sont par ailleurs en mesure de fournir des soins de santé aux mères et aux enfants;

O. considérant que la famine, un mal que la population yéménite subit depuis plusieurs années, est particulièrement inquiétante pour les femmes, en particulier les femmes enceintes et celles qui allaitent;

P. considérant que les chiffres de la mortalité maternelle au Yémen sont parmi les plus élevés au monde;

Q. considérant que la crise de la Covid-19 a exercé une pression supplémentaire sur la gent féminine qui subit déjà les conséquences économiques, sanitaires et sociales du conflit, notamment en raison de la disponibilité et de l'accès limité aux soins de santé, de l'impossibilité pour elles de travailler et de l'augmentation de la violence domestique;

R. considérant que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'instauration de conditions propices au dialogue, la recherche de solutions pour mettre fin aux conflits et dans le processus de construction et de consolidation de la paix; que l'inclusion substantielle et effective des femmes dans les négociations est directement tributaire de la durabilité de la paix, celles-ci devant pouvoir identifier leurs besoins et priorités;

S. considérant que les femmes yéménites ont déjà prouvé leur engagement et leur efficacité dans ce domaine, celles-ci ayant activement mené et réussi des opérations de consolidation de la paix au niveau des communautés;

T. considérant la marginalisation persistante des femmes dans ce domaine, en particulier au Yémen;

U. considérant l'importance d'améliorer la place des femmes dans les processus de décisions au Yémen, notamment au niveau local;

V. considérant que la promotion de l'égalité des genres est une priorité de notre gouvernement;

veiligheid; dat zij tijdens verplaatsingen het risico lopen op belaging, willekeurige aanhouding of mishandeling;

N. overwegende dat maar weinig openbare gezondheidsdiensten en -infrastructuur operationeel zijn, dat zij over onvoldoende materieel en personeel beschikken om vrouwen en meisjes die het slachtoffer zijn van onder meer seksueel geweld te helpen, en dat bovendien slechts een heel klein deel ervan in staat is om gezondheidszorg te verstrekken aan moeders en kinderen;

O. overwegende dat de hongersnood die de Jemenitische bevolking al jaren treft bijzonder verontrustend is voor vrouwen, in het bijzonder zwangere vrouwen en vrouwen die borstvoeding geven;

P. overwegende dat de cijfers voor moedersterfte in Jemen tot de hoogste ter wereld behoren;

Q. overwegende dat de Covid-19-crisis een bijkomende last heeft gelegd op de schouders van vrouwen, die reeds lijden onder de economische, sanitaire en sociale gevolgen van het conflict, met name omdat de gezondheidszorg slechts beperkt toegankelijk is, zij niet kunnen werken en het huiselijke geweld toeneemt;

R. overwegende dat vrouwen een essentiële rol spelen in het scheppen van gunstige voorwaarden voor dialoog, in het zoeken naar oplossingen om een einde te maken aan het conflict, en in de vredesopbouw; dat een substantiële en daadwerkelijke betrokkenheid van vrouwen bij de onderhandelingen, waarin zij hun noden en prioriteiten moeten kunnen bekendmaken, rechtstreeks afhangt van de duurzaamheid van de vrede;

S. overwegende dat de Jemenitische vrouwen reeds hebben bewezen dat zij op dit vlak efficiënt kunnen handelen, aangezien zij op het niveau van de gemeenschappen met succes operaties voor de vredesopbouw hebben georganiseerd;

T. gelet op de aanhoudende marginalisering van vrouwen op dit vlak, in het bijzonder in Jemen;

U. gelet op het belang om de positie van de vrouwen in het besluitvormingsproces in Jemen te verbeteren, meer bepaald op lokaal niveau;

V. overwegende dat het promoten van gendergelijkheid een prioriteit van onze regering is;

W. considérant que la ministre de la Coopération au développement et de la Politique des grandes villes a annoncé le 1^{er} mars 2021 que la Belgique s'engageait à débloquer un montant de 5 millions d'euros pour soutenir le Fonds humanitaire pour le Yémen;

X. considérant que les efforts diplomatiques intensifs des Nations unies et d'autres partenaires pour négocier un cessez-le-feu et relancer le processus politique au Yémen n'ont pas encore pu aboutir à des résultats concrets,

I. Demande au gouvernement fédéral, en collaboration avec les entités fédérées:

1) d'appeler les parties à respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que tout autre instrument international de protection des droits humains pertinent;

2) de soutenir les initiatives de la société civile qui viennent directement en aide aux femmes et aux filles, notamment en favorisant leur autonomisation et en prévenant ou répondant à toutes les formes de violence liée au genre;

3) dans les programmes d'aide humanitaire liés au Yémen auxquels contribue la Belgique, d'assurer qu'une attention toute particulière soit concrètement accordée à l'égalité des genres, à la violence à l'égard des femmes, en particulier les violences sexuelles, les violences domestiques et le mariage des jeunes filles;

4) de soutenir tous les efforts diplomatiques déployés par les Nations unies et la communauté internationale pour parvenir à un cessez-le-feu et relancer le processus de paix au Yémen;

5) d'insister auprès du gouvernement yéménite, qui ne compte aucune femme pour la première fois depuis vingt ans, pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent afin de faire en sorte que les femmes soient représentées et présentes de manière égale dans la vie politique au Yémen et y participent;

W. overwegende dat de minister van Ontwikkelings-samenwerking en Grootstedenbeleid op 1 maart 2021 heeft aangekondigd dat België zich ertoe verbindt 5 miljoen euro vrij te maken voor het humanitaire fonds voor Jemen;

X. overwegende dat de intense diplomatieke inspanningen van de Verenigde Naties en andere partners om een staakt-het-vuren te bereiken en het politieke proces in Jemen nieuw leven in te blazen nog geen concrete resultaten hebben opgeleverd,

I. Vraagt de federale regering, in samenwerking met de deelstaten:

1) de partijen op te roepen om de Universele Verklaring van de rechten van de mens in acht te nemen, alsook het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, het Verdrag inzake de rechten van het kind en ieder ander relevant internationaal juridisch instrument ter bescherming van de mensenrechten;

2) de initiatieven uit het maatschappelijk middenveld die rechtstreeks hulp bieden aan vrouwen en meisjes te steunen, meer bepaald door hun autonomie aan te moedigen en door iedere vorm van gendergerelateerd geweld te voorkomen of te bestrijden;

3) in de humanitaire hulpprogramma's voor Jemen waaraan België deeltneemt, erop toe te zien dat er bijzondere aandacht wordt besteed aan gendergelijkheid, geweld tegen vrouwen, in het bijzonder seksueel geweld, huiseelijk geweld en het uithuwelijken van meisjes;

4) steun te verlenen aan alle diplomatische inspanningen van de Verenigde Naties en de internationale gemeenschap om tot een staakt-het-vuren te komen en het vredesproces in Jemen nieuw leven in te blazen;

5) er op aan te dringen bij de regering van Jemen die voor het eerst in twintig jaar geen vrouw in haar midden heeft, alle nodige maatregelen te nemen om erop toe te zien dat vrouwen op gelijke wijze vertegenwoordigd en aanwezig zijn in en deelnemen aan het politieke leven in Jemen;

6) d'inclure ces demandes dans l'actualisation du Plan d'action national «Femmes, paix et sécurité».

Le 8 juillet 2021.

Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN.

Sabine LARUELLE.

Véronique DURENNE.

Nadia EL YOUSFI.

Tom ONGENA.

Hélène RYCKMANS.

Karin BROUWERS.

Annick LAMBRECHT.

Fourat BEN CHIKHA.

Rik DAEMS.

6) die verzoeken op te nemen in de actualisering van het Nationaal Actieplan «Vrouwen, Vrede, Veiligheid».

8 juli 2021.